

À l'approche des élections indonésiennes, il ne fait pas bon être gay

jeudi 15 novembre 2018, par [Courrier International](#) (Date de rédaction antérieure : 13 novembre 2018).

La campagne électorale en vue de la présidentielle et des législatives d'avril prochain est ouverte depuis deux mois en Indonésie. Afin de s'assurer les votes conservateurs, nombre de collectivités locales s'en prennent ouvertement à la communauté LGBT.

“Plusieurs gouvernements régionaux envisagent de mettre en place des réglementations destinées à restreindre davantage les droits de la communauté lesbienne, gay, bisexuelle et transgenre (LGBT) - groupe minoritaire fréquemment utilisé comme ‘carburant politique’ pendant la période électorale”, [rapporte le Jakarta Post](#).

Les provinces incriminées sont, entre autres, celle de Sumatra Ouest, *“la plus religieusement conservatrice du pays, saisie d’une véritable hystérie anti-LGBT”*, selon les mots mêmes du quotidien indonésien en langue anglaise. Les villages de cette province sont encouragés à adopter des *nagari* (règlements locaux) consistant à faire parader les LGBT en public pour les humilier ou à leur faire payer de fortes amendes. Le président du conseil régional de Kotawaringin Est, sur l'île de Bornéo, a, quant à lui, déclaré que l'homosexualité était *“une maladie infectieuse et contraire aux normes religieuses”*.

Aucun parti ne s'élève contre les discriminations

D'autres administrations régionales choisissent une voie plus sournoise que celle de promulguer des lois : elles publient des circulaires incitant la population à lutter contre l'homosexualité, comme à Cianjur (Java Ouest), où des messages anti-LGBT ont été envoyés dans les mosquées pour alimenter les prêches de la prière du vendredi.

Dede Oetomo, fondateur de GAYa Nusantara, le plus ancien groupe de défense des droits des LGBT, dit avoir conscience que les sentiments hostiles envers la communauté se renforcent pendant les campagnes électorales. Celle pour les élections présidentielle et législatives d'avril 2019 a débuté il y a deux mois. *“Je ne pense pas que les partis politiques oseront prendre la défense des personnes LGBT, pas même le PDIP”*, a déclaré Dede Oetomo au *Jakarta Post*, en faisant référence au Parti démocratique indonésien du combat du président Joko Widodo.

Mais l'expert en droit constitutionnel Feri Amsar rappelle que, si les administrations régionales ont bien le pouvoir de promulguer des règlements, elles n'ont pas toute licence pour discriminer les groupes minoritaires. *“Elles doivent garantir que ces règlements ne violent ni la Constitution ni les droits de l'homme”*, précise Feri Amsar au *Jakarta Post*.

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/lapproche-des-elections-indonesiennes-il-ne-fait-pas-bon-etre-gay>